



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 20 octobre 2025

Petrobras lance son premier forage dans la Marge Équatoriale, entre promesses économiques et controverses écologiques

Les champs pétroliers du bassin de *Foz do Amazonas*, au cœur de la Marge Équatoriale, déroberait 6,2 milliards de barils équivalent pétrole. Il pourrait porter la production brésilienne à 5 millions de barils par jour d'ici 2033 et générer d'importantes recettes publiques et des centaines de milliers d'emplois. Présenté comme un levier de transition énergétique, le projet suscite toutefois de fortes critiques environnementales avant la COP30, en raison des risques écologiques et de son incompatibilité avec l'Accord de Paris.

LE CHIFFRE A RETENIR :

29%

C'est le taux effectif de droits de douane que les États-Unis appliquent aux exportations brésiliennes, selon Moody's.

Près de 2% des travailleurs brésiliens exercent via des plateformes numériques

Le travail via les plateformes numériques a fortement progressé au Brésil lors des 2 dernières années. De plus en plus de personnes, en particulier les jeunes actifs, exercent leur activité principale à travers des applications de transport, de livraison ou de services. Ces travailleurs, majoritairement des hommes, gagnent un peu mieux leur vie que la moyenne, mais au prix de semaines plus longues. L'étude souligne toutefois que la majorité d'entre eux restent sans protection sociale ni droits formels.

Dépenses publiques : le Brésil dépense-t-il plus que les autres ?

Les dépenses publiques brésiliennes ont représenté 43% du PIB en moyenne sur la période 2010-2023, contre 32,6% pour la médiane des économies émergentes et 44,1% pour les économies avancées. Cet écart s'explique principalement par le poids élevé des intérêts de la dette et par des dépenses sociales, nettement supérieures aux médianes observées.

Graphique de la semaine : Inflation et contributions par catégories de biens

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,8%	+20,6%	144 881
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-12,2%	-34,6%	140
Taux de change USD/BRL	-1,2%	-12,9%	5,38
Taux de change €/BRL	-1,6%	-2,6%	6,24

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Petrobras lance son premier forage dans la Marge Équatoriale, entre promesses économiques et controverses écologiques

Petrobras, le géant pétrolier brésilien, a obtenu cette semaine l'accord de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama) pour lancer un premier forage exploratoire en eaux profondes dans le bassin de Foz do Amazonas. Situé à environ 500 km de l'embouchure du fleuve Amazone et à 175 km des côtes brésiennes, ce bassin est l'un des cinq qui composent la Marge Équatoriale, vaste zone maritime de plus de 2 200 km s'étendant entre les États de l'Amapá – qui partage une frontière avec la Guyane – et du Rio Grande do Norte.

Les opérations de ce premier forage devraient débuter immédiatement et s'étaler sur environ cinq mois. L'objectif est de recueillir des données géologiques et d'évaluer la présence éventuelle de pétrole et de gaz à un niveau économiquement exploitable. À ce stade, la licence accordée n'autorise pas la production commerciale, qui ne pourrait débuter que d'ici environ six ans, sous réserve du succès des phases exploratoires et de la délivrance des autorisations nécessaires, selon Petrobras.

Ce projet s'inscrit dans un contexte stratégique et économique majeur. Le

bassin de Foz do Amazonas recèlerait un potentiel estimé à 6,2 milliards de barils équivalent pétrole (BEP), selon la Société de recherche énergétique (EPE). À titre de comparaison, les réserves prouvées de Petrobras s'élèvent actuellement à 11,4 milliards de BEP.

La Marge Équatoriale pourrait ainsi constituer un nouveau « eldorado » pour le pays, avec une capacité estimée à 1,1 million de barils par jour, soit davantage que la production combinée actuelle des champs de Tupi et Búzios dans le pré-sal brésilien¹. Selon le ministère des Mines et de l'Énergie, la région représenterait un potentiel d'investissement de 300 Md BRL (48 Md EUR), des recettes publiques supérieures à 1 000 Md BRL (160 Md EUR) sur plusieurs décennies, et jusqu'à 300 000 emplois directs et indirects.

Le bassin de Foz do Amazonas pourrait également propulser le Brésil parmi les quatre plus grands producteurs mondiaux de pétrole, avec une production potentielle de 5 millions de barils par jour d'ici 2033. Actuellement septième producteur mondial, avec 3,9 millions de barils quotidiens, le pays pourrait voir ses réserves s'épuiser d'ici une douzaine d'années sans nouvelles découvertes. La Marge Équatoriale apparaît donc comme l'une des zones les plus prometteuses pour l'avenir de l'industrie pétrolière brésilienne.

Le plan d'investissement 2025-2029 de Petrobras prévoit 3 Md USD pour le forage de quinze puits sur l'ensemble de la Marge Équatoriale, dont huit dans le bassin de Foz do Amazonas.

Le gouvernement brésilien s'est félicité de l'obtention de cette autorisation, soulignant son importance stratégique pour la souveraineté énergétique du pays. L'exécutif voit dans l'exploitation

¹ Le pré-sal brésilien désigne un ensemble de gisements de pétrole et de gaz situés sous une épaisse couche de sel, à plus de 5 000 mètres de profondeur sous le plancher

océanique, au large des côtes du sud-est du Brésil. Découverts à partir de 2006, ces gisements représentent aujourd'hui la principale source de production pétrolière du pays.

pétrolière un levier de financement de la transition énergétique et une opportunité de développement pour les régions Nord et Nord-Est, les plus pauvres du pays. Selon le gouvernement et l'industrie, l'ouverture de cette nouvelle frontière exploratoire est également essentielle pour maintenir le niveau de production nationale au-delà de la prochaine décennie, alors que les réserves du pré-sal – aujourd'hui majoritaires dans la production nationale – devraient progressivement s'essouffler.

Cette décision suscite toutefois de vives critiques environnementales, à quelques semaines de la COP30. Des ONG et militants dénoncent un risque pour les écosystèmes marins et la forêt amazonienne, qualifiant la licence de « coup dur pour le climat ». Par ailleurs, la stratégie brésilienne consistant à financer la transition énergétique par les revenus pétroliers diverge des engagements de l'Accord de Paris et des recommandations de l'Agence Internationale de l'Energie dans son rapport *Net Zero by 2050*. Plusieurs organisations environnementales envisagent déjà des recours devant la justice fédérale contre l'octroi de cette licence.

Etude économique & financière

Près de 2% des travailleurs brésiliens exercent via des plateformes numériques

Le travail via des applications numériques s'impose désormais comme une composante structurante du marché du travail brésilien. Selon la dernière enquête² de l'institut national des statistiques brésilien (IBGE), publiée en octobre 2025, 1,7 million de brésiliens exercent leur activité principale par l'intermédiaire d'applications, qu'il s'agisse de transport de passagers, de livraison de repas ou de services professionnels en ligne. Ce contingent représente 1,9% de la population occupée et marque une progression importante de 25,4% en deux ans, soit 335 000 travailleurs supplémentaires depuis 2022. Le phénomène témoigne d'une transformation profonde des formes d'emploi, portée par la numérisation des services et la recherche de flexibilité de la part des travailleurs comme des entreprises.

Cette expansion s'explique principalement par le dynamisme du secteur des transports de passagers, qui concentre plus de la moitié (58,3%) des travailleurs de plateformes. Parmi eux, 53% utilisent des applications de transport privé - comme Uber, 99 ou InDrive - tandis que 13,8% recourent à des applications de taxi. Les livraisons de repas, de courses et de produits constituent le deuxième pilier de ce marché, représentant 29,3% des emplois. Enfin, 17,8% des travailleurs sont rattachés à des plateformes de

² PNAD Contínua – Trabalho por meio de plataformas digitais 2024

prestations de services généraux – conception graphique, assistance administrative, traduction, conseils en ligne, téléconsultation ou accompagnement psychologique. Ce dernier segment, bien que minoritaire, est celui qui progresse le plus rapidement, avec une hausse de 52% en deux ans, passant de 193 000 à 294 000 personnes.

La répartition géographique du phénomène reflète globalement l'urbanisation du pays. La région Sudeste, la plus urbanisée et économiquement développée du pays, concentre 53,7% des travailleurs de plateformes, suivie du Nordeste (17,7%), du Sud (12,1%), du Centre-Ouest (9%) et du Nord (7,5%). Les grandes métropoles, où la demande de mobilité et de livraison est élevée, demeurent le principal moteur de cette expansion.

Le profil des travailleurs de plateformes se distingue nettement du reste de la population active. Les hommes représentent 83,9% de ces emplois, contre 58,8% dans la population occupée totale. Près de la moitié (47,3%) ont entre 25 et 39 ans, ce qui traduit la forte concentration de ces activités dans une génération jeune. Six travailleurs sur dix possèdent un niveau d'éducation intermédiaire, soit l'enseignement secondaire complet ou le supérieur non achevé. Les diplômés du supérieur ne sont que 16,6%, tandis que 9,3% ont un niveau de scolarité faible. L'IBGE souligne que cette composition reflète le caractère opérationnel et pratique des tâches exercées, mais observe aussi une lente montée en qualification.

Sur le plan économique, les travailleurs de plateformes ont perçu en moyenne 2 996 BRL (480 EUR) par mois en 2024, soit 4,2% de plus que ceux n'ayant pas recours à ces outils (2 875 BRL). Cet écart favorable s'explique toutefois par une durée de travail plus longue – 44,8

heures par semaine contre 39,3 heures pour les autres travailleurs. Rapporté au temps travaillé, leur revenu horaire reste inférieur (15,4 réais contre 16,8 réais), soit une productivité horaire inférieure de 8,3%. L'avantage salarial des travailleurs des plateformes, déjà modeste, s'est d'ailleurs réduit depuis 2022, où il atteignait 9,4%.

Les disparités salariales apparaissent aussi selon le niveau d'instruction. Pour les travailleurs les moins qualifiés, le recours aux plateformes offre un revenu supérieur à celui des emplois traditionnels, en particulier dans la livraison et les services. À l'inverse, pour les diplômés de l'enseignement supérieur, le revenu est près de 30% inférieur à celui des autres actifs, traduisant un déclassement professionnel.

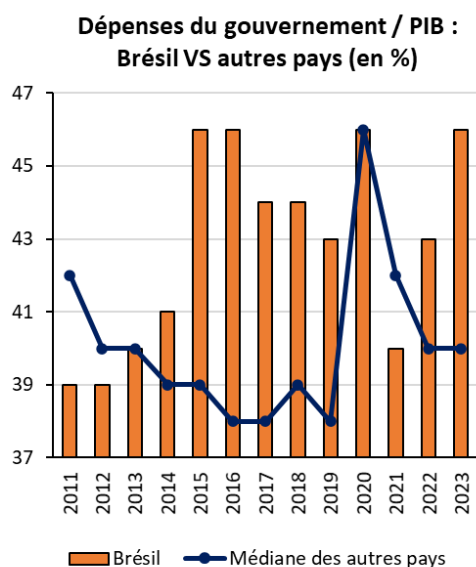
Derrière cette progression rapide, la précarité demeure importante. Plus de 70% des travailleurs de plateformes sont informels, contre 43,8% dans l'ensemble de la population active. La quasi-totalité (86,1%) exerce en travail indépendant, tandis que 6,1% sont employeurs, souvent à la tête de micro-entreprises. Moins de 4% disposent d'un emploi formel, et seulement 35,9% contribuent à la sécurité sociale, soit près de deux fois moins que la moyenne nationale (61,9%).

L'Organisation internationale du travail souligne que ces modèles d'intermédiation offrent des opportunités de revenus mais posent des défis majeurs en matière de droits sociaux, de durée du travail et de sécurité économique. L'absence de couverture soulève un enjeu croissant de protection sociale et de régulation du travail numérique.

Dépenses publiques : le Brésil dépense-t-il plus que les autres ?

Les dépenses publiques du Brésil ont atteint 43% du PIB³ en moyenne sur la période 2010-2023, selon une étude de la Fondation Getulio Vargas (FGV) portant sur une cinquantaine de pays. Le Brésil dépense ainsi en moyenne 10,4 points de pourcentage (p.p.) de plus que la médiane des économies émergentes et en développement, et 1,1 p.p. de moins que la médiane des économies avancées.

Les dépenses publiques brésiliennes sont restées inférieures à la médiane mondiale jusqu'en 2013. Elles ont ensuite commencé à la dépasser, avec une forte hausse entre 2014 et 2021, notamment pendant la pandémie. En 2023, elles atteignaient 46% du PIB, contre 40% pour la médiane mondiale.



Source : FGV

L'écart entre le Brésil et les autres pays se concentre principalement sur certains types de dépenses. Le plus

important concerne les intérêts de la dette, qui représentent 8,1% du PIB au Brésil, contre 1,6% pour la médiane des autres pays. Les prestations sociales constituent également un poste majeur : elles représentent environ 15% du PIB brésilien sur la période étudiée, soit un point de plus que la moyenne des économies avancées. L'écart est encore plus prononcé par rapport aux autres économies en développement : le Brésil y consacre près de 7 points de PIB de plus que la médiane de ce groupe dans ce poste.

Selon l'étude, plusieurs postes de dépenses restent nettement moindres au Brésil par rapport aux autres pays analysés. Le pays figure parmi les derniers pour les dépenses publiques de santé (38^{ème} rang), la culture (49^{ème}) et surtout la promotion du développement économique – qui englobe la recherche, les subventions et les politiques d'innovation – où il occupe le 52^{ème} rang. Dans ce domaine, le Brésil dépense 2,3 points de PIB de moins que la médiane des économies en développement.

Ces résultats mettent en évidence la nécessité pour le Brésil de mieux maîtriser la trajectoire de sa dette publique – appelée à atteindre 91,4% du PIB en 2025 selon le FMI – tout en préservant la capacité de financement des besoins sociaux et économiques essentiels, selon l'étude de la FGV. Cela suppose notamment un effort accru d'investissement et de soutien à la productivité, dans un contexte de vieillissement démographique et de pressions croissantes sur les dépenses sociales.

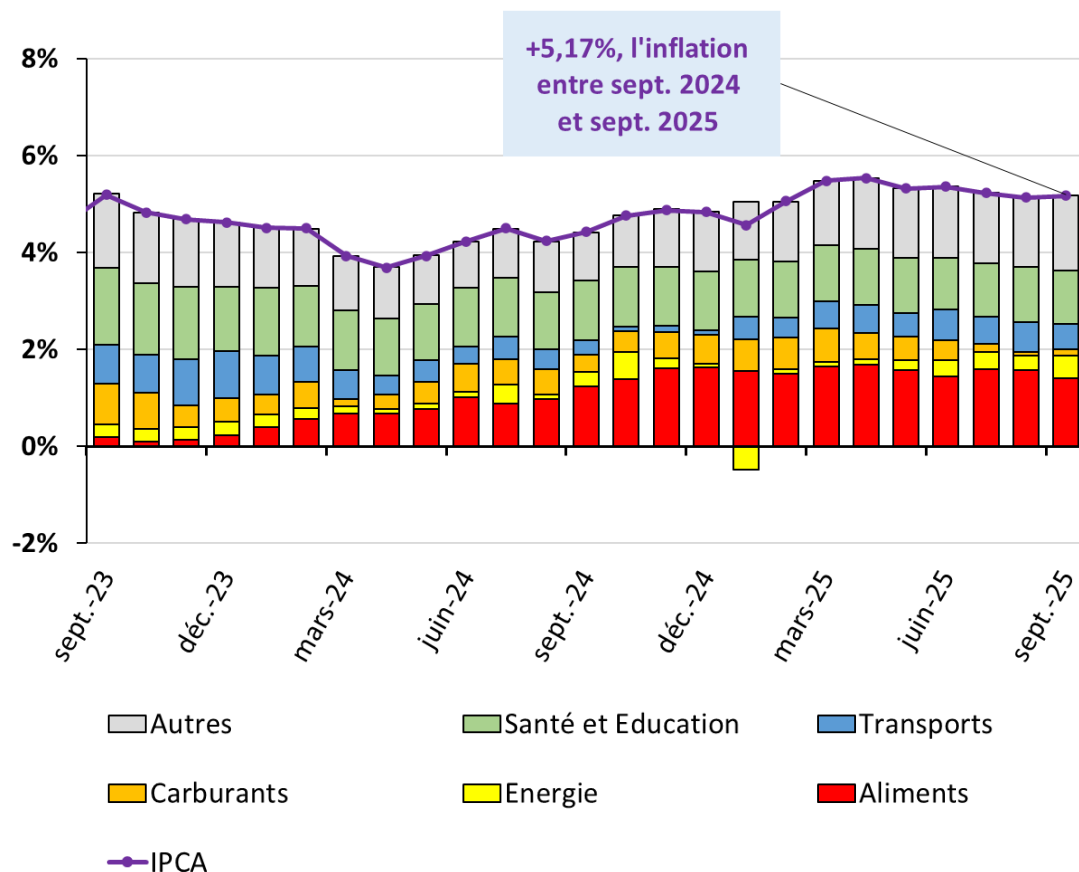
* * *

³ L'étude prend en compte l'ensemble des dépenses publiques du gouvernement fédéral, des gouvernements

des États et des municipalités, ainsi que celles des fonds de sécurité sociale placés sous leur contrôle.

Graphique de la semaine

Inflation (IPCA, en g.a.) et contributions par catégories de biens (en g.a.)



Source : IBGE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr